

# L'Europe doit agir dès maintenant – créer un cadre pour une solidarité industrielle européenne afin d'enrayer la crise énergétique

Bruxelles, 14 décembre 2022

## **IndustriAll Europe appelle à un cadre européen pour une solidarité européenne**

- Seul un programme européen coordonné permettra d'éviter une désindustrialisation ainsi qu'une augmentation des inégalités régionales et de la concurrence au sein de l'Europe
- Les règles actuelles en matière d'aide d'État ne répondent pas aux besoins et doivent être révisées afin de créer la base pour des réformes profondes nécessaires.
- Le manque de solidarité européenne menace d'aggraver la fragmentation au profit de solutions nationales vers lesquelles les pays se tourneront, ce qui pourrait non seulement mettre en péril la coopération européenne dans son ensemble mais aussi éventuellement fragiliser davantage la stabilité européenne.
- Aucun pays ne peut remédier à la situation en agissant seul, car nous sommes interdépendants. C'est pourquoi nous avons besoin d'un cadre commun pour veiller à ce que la solidarité soit ancrée dans une nouvelle politique industrielle d'envergure. Les récentes actions du gouvernement américain relatives à la mise en œuvre de la loi sur la réduction de l'inflation doivent servir d'exemple de ce que l'Europe peut réaliser si elle fait preuve de volonté politique.

Depuis plus d'un an, l'Europe est confrontée à une crise des prix de l'énergie extrêmement sérieuse, qui a été aggravée par l'invasion de la Russie en Ukraine et les conséquences qui en découlent. Cette crise a considérablement réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et entraîné une augmentation dramatique de la pauvreté ainsi que des inégalités régionales et sociales au sein des pays et entre ceux-ci. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont subi les ravages de cette envolée des prix. La crise de l'énergie représente une menace existentielle pour 8 millions d'emplois qui dépendent des industries grandes consommatrices d'énergie en Europe. Ces industries de base offrent une autonomie stratégique et une base solide pour l'ensemble du tissu industriel européen. Il n'est pas exagéré de dire que nous faisons face à une urgence sociale et industrielle en Europe.

Depuis maintenant plus d'un an, les prix du gaz et de l'électricité flambent en Europe. Les causes de cette hausse spectaculaire des prix ont entraîné une situation désastreuse pour les entreprises et industries européennes. La reprise économique après la pandémie a conduit à un déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés mondiaux du gaz. L'invasion de la Russie sur le territoire ukrainien n'a fait qu'aggraver cette situation avec la réduction drastique de l'approvisionnement en gaz en provenance de Russie. Ces développements ont mis en évidence la dépendance stratégique de l'Europe à l'égard d'un bien essentiel qui doit être importé en grande quantité et dont le prix augmente de plus en plus sur les marchés mondiaux et est soumis à la spéculation financière. La dépendance à l'égard des importations d'énergie, de matières premières et d'équipements a exposé l'Europe à des ruptures de l'approvisionnement et à des fluctuations de prix. Les réponses politiques qui interchangent les

dépendances aux importations sont contre-productives. La structure du marché européen de l'électricité, selon laquelle la fixation des prix marginaux associe les prix de l'électricité à ceux du gaz, a fait exploser les prix de l'électricité en les détachant des coûts de production réels et en augmentant les bénéfices exceptionnels. En outre, la crise du système énergétique européen met en évidence les faiblesses d'un système principalement basé sur les règles du marché. L'absence de stratégie industrielle et d'investissement pour développer la production d'électricité décarbonée en Europe est également un facteur important de la crise énergétique actuelle. **Nous devons tirer les leçons des décisions politiques court-termistes relatives à l'énergie et du manque déplorable de politique industrielle depuis ces dernières années en Europe.** Face à cette situation, de nombreuses entreprises ont recours au chômage partiel ou à la fermeture pure et simple des sites. Nous observons une déperdition accrue sur l'investissement en Europe, et les relocalisations de la production se font au profit de sites moins coûteux. Une fois que la capacité industrielle aura disparu, l'Europe devra faire face à une désindustrialisation, des dégâts environnementaux et sociaux considérables et des coûts à long terme.

L'Europe n'est pas une île. Nos principaux partenaires commerciaux ne sont pas impactés par la crise de l'énergie de la même manière et nombre d'entre eux vont bon train dans l'accélération du développement des principaux secteurs des technologies propres. À titre d'exemple, les investissements considérables dans les produits et les chaînes d'approvisionnement du secteur des énergies propres financés par la nouvelle loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act - IRA*) aux États-Unis représentent un tournant en ce qui concerne les investissements industriels et la politique industrielle. L'IRA est un programme ambitieux visant à stimuler les investissements dans le cadre de l'action climatique, et a été accueilli favorablement car les États-Unis sont l'un des principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre au monde. En outre, l'action climatique est étroitement liée à un programme axé sur les travailleurs associé à des conditionnalités sociales garantissant des salaires négociés collectivement et des apprentissages de qualité. De cette manière, l'IRA **montre comment les grandes économies peuvent combiner l'action climatique, la transformation industrielle, l'équité fiscale et un programme pour un travail décent.** Évidemment, le succès ne sera visible que lors de la mise en pratique, mais l'Europe doit prendre exemple dès maintenant sur le programme américain.

Au vu la crise actuelle, **l'Europe a besoin d'instaurer des mesures d'urgence à court terme en évitant un raisonnement court-termiste.** Les mesures de soutien nécessaires doivent être en accord avec les mesures à moyen terme et les objectifs à long terme du Pacte vert pour l'Europe et permettre d'acquérir davantage d'indépendance dans l'approvisionnement énergétique futur. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans une stratégie industrielle européenne solide et fondée sur la solidarité.

IndustriAll Europe a déjà adopté plusieurs documents politiques qui abordent les divers aspects de la crise énergétique, notamment sur la [gouvernance économique](#) et en [mai lors de son Comité exécutif](#). Les dernières campagnes d'industriAll Europe sur la [transition juste](#) et les salaires ([Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires.](#)) sont des éléments clés de notre réponse politique à la crise. Cependant, l'urgence de la situation requiert une action politique coordonnée dès aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle **industriAll Europe demande un cadre européen pour une solidarité industrielle.** Seul un programme européen coordonné permettra d'éviter une augmentation des inégalités régionales et de la concurrence au sein de l'Europe. Les règles actuelles en matière d'aide d'État ne répondent pas aux besoins. Le manque de solidarité européenne menace d'aggraver la fragmentation au profit de solutions nationalistes, ce qui pourrait mettre en péril la coopération européenne dans l'ensemble. Aucun pays ne peut remédier à la situation en agissant seul. Nous sommes interdépendants. C'est pourquoi nous avons besoin d'un cadre commun pour veiller à ce que la solidarité soit ancrée dans la politique industrielle.

À court terme, il est urgent de :

- a) **Créer un mécanisme de soutien européen conjoint pour les emplois industriels** : à court terme, nous avons besoin de mesures pour protéger les emplois et empêcher la fermeture des entreprises. Il est notamment nécessaire de prolonger temporairement le programme SURE, qui prévoit un fond de 100 milliards d'euros pour soutenir les régimes nationaux de chômage partiel grâce à des prêts avantageux pour les pays de l'UE. Selon un rapport publié l'année dernière, le programme a fait ses preuves lors de la pandémie en aidant 2,5 millions d'entreprises à garder 31 millions de travailleurs en 2020. Ces périodes de réduction des activités ou de la production doivent être mises à profit pour développer et perfectionner les compétences de la main-d'œuvre (en particulier dans un contexte de marché du travail tendu en Europe). **Dans le cas où les entreprises doivent être renflouées, des conditionnalités sociales et des garanties d'emploi doivent être appliquées et contrôlées pour éviter tout abus.** Cela implique que les entreprises bénéficiant d'aides publiques doivent éviter les licenciements et la détérioration des conditions de travail. Il est également moralement indéfendable que les aides publiques soient consacrées au versement de dividendes !
  
- b) **Développer un plan européen 'REPower Industry'** : à la lumière de l'IRA, les responsables et décideurs politiques européens ont modifié leur discours sur la politique industrielle et les investissements. Cependant, force est de constater que les anciens instruments restent d'actualité. La situation actuelle est critique et l'Europe doit prendre conscience qu'il n'existe pas de scénario du statu quo. Nous avons besoin d'un plan d'investissement pour renforcer et redynamiser le tissu industriel en Europe (en tenant compte des besoins des PME), en se concentrant sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, les chaînes de valeur de l'énergie propre et le développement d'une économie circulaire. En prenant exemple sur l'IRA, **un tel plan doit inclure des conditionnalités sociales fortes intégrées à tous les niveaux** – des engagements en faveur d'un dialogue social et des négociations collectives efficaces avec les syndicats, des garanties de maintien et de création d'emplois, le développement et le perfectionnement des compétences, la création d'apprentissages de qualité et de postes pour jeunes diplômés. D'importants investissements seront nécessaires pour financer ce plan. Le récent accord provisoire sur REPower EU permet aux États membres de mieux mobiliser les fonds de l'UE pour la relance et les recettes du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) pour lutter contre la crise énergétique. Cela permettra d'augmenter les investissements pour s'attaquer aux racines de la crise, mais ça ne suffira pas. L'échelle du Fonds pour l'innovation doit être étendue par le biais d'une affectation accrue des recettes du SEQE et des conditionnalités sociales. Aucune entreprise ne doit être autorisée à tirer profit de la crise ! Les bénéfices doivent être récupérés et investis dans la transformation de nos industries en faveur d'une transition juste.
  
- c) **Trouver un juste équilibre entre l'approvisionnement énergétique et le prix de l'énergie** : le plafonnement des prix du gaz importé semble être la solution la plus souvent proposée pour résoudre la crise des prix de l'énergie. Toutefois, la fixation d'un prix pour un produit de base importé, dont le prix est en grande partie fixé par les marchés mondiaux, pourrait entraîner des problèmes d'approvisionnement si les producteurs livraient les acheteurs qui en offrent un meilleur prix. Cependant, le plafonnement des prix a un rôle essentiel à jouer dans les discussions en cours sur les solutions d'urgence, et l'UE doit rapidement apporter une réponse. D'autres solutions existent, notamment basées sur la diversification de l'approvisionnement, les partenariats de longue durée avec les producteurs et le renforcement des mesures de réduction de la demande. En prévision de la réduction des stocks de gaz attendue pour l'année prochaine, il

est urgent de procéder à des achats conjoints pour éviter que les prix ne soient gonflés par la surenchère des pays européens dans les mois à venir.

- d) **Garantir un contrôle public de l'énergie comme bien commun avec un droit effectif à l'énergie :** la crise actuelle des prix de l'énergie requiert une évaluation critique des politiques de libéralisation instaurées par l'UE dans le domaine de l'énergie. Garantir l'accès à une énergie décarbonée et abordable est une condition essentielle au maintien des industries de base en Europe et un facteur important de la cohésion sociale en Europe. Laisser l'énergie aux seules mains du marché expose les industries et les travailleurs européens à l'incertitude de l'approvisionnement et à la fluctuation des prix, alors que nous avons besoin d'anticipation, de planification à long terme, de coordination renforcée et de mécanismes réformés de fixation des prix découplant les prix du gaz et de l'électricité.

Les travailleurs européens de l'industrie se mobilisent à travers le continent pour réclamer une plus grande solidarité et une transition juste. Ces demandes sont pour nous existentielles et non rhétoriques.